

Journal de 20 heures [2/2]

Edouard Balladur : « Notre opération est destinée à défendre tout le monde ! Nous ne venons pas prendre parti pour les uns contre les autres »

Arlette Chabot, Alain Duhamel

France 2, 27 juin 1994

Extrait de l'interview du Premier ministre Edouard Balladur diffusée en direct de l'hôtel de Matignon.

[Diffusion d'un générique "matignon en direct"]

Arlette Chabot : Monsieur le Premier ministre, bonsoir.

Edouard Balladur : Bonsoir.

Arlette Chabot : Nous avons regardé, euh, ensemble, euh, les reportages de nos envoyés spéciaux au Rwanda. J'vous demanderai d'abord évidemment de..., de nous dire comment vous jugez le début, euh, de cette opération, euh, Turquoise. Euh..., se déroule-t-elle comme vous le souhaitez et est-elle à votre avis aujourd'hui un peu mieux comprise ?

Edouard Balladur : Je l'crois. Je l'crois. Pour..., pourquoi avons-nous décidé cette opération au Rwanda [une incrustation "Edouard Balladur, Premier Ministre" s'affiche en bas de l'écran] ? Parce que le monde entier et la France entière ont été émus et bouleversés par les images que nous avons vues. Et il nous a semblé que le gouvernement de la France ne pouvait pas rester indifférent ni immobile. Et qu'il fallait donc que la France, avec d'autres – mais que la France prenne l'initiative de le proposer à d'autres –, que la France organise une opération internationale humanitaire. Cela étant, il fallait prendre des précautions pour ne pas être entraîné dans ce qui est une guerre civile intérieure au Rwanda. C'est pourquoi nous avons arrêté un certain nombre

de principes, que j'ai d'ailleurs exposé à l'Assemblée nationale [une incrustation "Hôtel Matignon, direct" s'affiche en haut de l'écran] : nous sommes là pour une opération humanitaire et pour cela seulement. Nous sommes là pour un temps limité. Nous attendons des renforts d'autres nations. Et nous souhaitons que d'ici la fin du mois de juillet les Nations unies prennent notre relais. Voilà.

Alain Duhamel : La..., la question qu'forcément on s'pose, euh, dans ces cas-là, c'est que, puisque... malheureusement – tout l'monde l'a vu – y'a eu des..., des massacres abominables et sans doute des centaines de milliers de morts, pourquoi est-ce que cette décision qu'on a prise on n'a pas pu la prendre avant ?

Edouard Balladur : Je crois qu'il valait mieux la prendre quand nous le..., quand nous l'avons prise que ne pas la prendre du tout. Évidemment on aurait pu l'faire avant, vous avez raison Alain Duhamel. Et on aurait pu l'faire avant, on aurait pu l'faire plus tôt. Nous avons pris un certain nombre de contacts pour cela. Mais il nous est apparu finalement qu'il fallait que nous donnions l'exemple. Et c'est c'que nous avons fait. Mais qu'en même temps il fallait prendre des précautions pour éviter que nos soldats ne soient mis dans des positions dangereuses inutilement. Donc je l répète : il n'est pas question pour eux de participer aux combats intérieurs. Il n'est pas question pour eux d'être une force d'interposition. Ils sont là pour un but humanitaire limité dans le temps et pour cela seulement. Et j'espère que l'exemple qu'aura donné la France stimulera les..., d'autres pays de par le monde et fera en sorte que le relais soit organisé rapidement.

Arlette Chabot : Vous dites que..., effectivement les troupes françaises ne sont pas là pour faire de l'interposition, euh, participer aux combats mais que va-t-il se passer si par exemple le FPR progresse, prend Kigali et si, progressant, il se trouve extrêmement proche des troupes françaises. Comment doivent-elles réagir ?

Edouard Balladur : Écoutez, nous avié..., nous aviserons à ce moment-là. J constate une chose : c'est que le FPR, qui était fort réticent pour ne pas dire plus devant l'opération française, a déclaré depuis 24 heures qu'il constatait que nous y étions pour un but humanitaire, pour un but humanitaire seulement, et que dans ces conditions il avait moins de réserves - j'dis pas qu'il l'approuvait –, mais qu'il avait moins de réserves sur l'opération que nous menons.

Alain Duhamel : On..., est-ce qu'on peut dire que, sur cette, euh, question de l'opération humanitaire française au Rwanda, y'a un accord absolu

entre le président de la République et le gouvernement, point par point ?

Edouard Balladur : J'en ai parlé avec le président de la République il y a de cela il me semble une dizaine de jours et nous sommes convenus tous les deux qu'il y avait lieu de..., d'intervenir. Et puis nous avons défendu..., défini ensemble la mission de façon parfaitement précise pour ne pas être entraîné – et c'était mon souhait exprès –, pour ne pas être entraîné plus loin qu'il ne le fallait.

Alain Duhamel : Et il y a une question qui est, euh, souvent, euh..., posée : c'est..., c'est le fait que la France – vous allez me répondre que c'était avant votre gouvernement [sourire] – mais enfin, la France, euh, disons, avait de bonnes relations avec le gouvernement précédent...

Edouard Balladur : Mmm.

Alain Duhamel : Sur place, au Rwanda. Et ce sont des séides de ce gouvernement précédent qui se sont comportés de façon complètement abominable. Est-ce que, au fond, on n'a pas une part... – à vos yeux –, est-ce qu'on a une part de responsabilité indirecte ?

Edouard Balladur : Non je ne le crois pas. Et d'ailleurs, l'une de nos premières interventions depuis 48 heures, ça a été justement d'aller au secours de populations tutsi ! Pour bien montrer que nous avions en vue une opération desti, déci..., euh, enfin, destinée à défendre tout l'monde ! Nous ne venons pas prendre parti pour les uns contre les autres.

Arlette Chabot : Est-ce qu'au fond, certains nous disent qu'à... propos de cette opération au Rwanda..., du Rwanda, on pourrait peut-être un peu réfléchir à la politique de la France en Afrique : justement, quel type d'aide, quelle type de coopération ? Est-ce que ça vous semble être effectivement une..., une occasion de réfléchir un peu à ça ?

Edouard Balladur : C'est sûrement une occasion de réfléchir. Mais vous savez, les choses sont claires et simples : la France se veut une puissance mondiale. C'est son ambition et c'est son honneur et je souhaite qu'elle conserve cette ambition. Et le premier champ de son intervention c'est l'Afrique où, de par une tradition qui est maintenant séculaire, elle a un rôle éminent à jouer. Spécialement l'Afrique francophone ! Donc parce qu'il s'agit de l'Afrique, parce qu'il s'agissait d'un pays francophone nous ne pouvions pas rester indifférent. Mais pour autant il faut définir et mener cette opération de telle sorte que nous ne soyons pas entraînés plus loin que nous ne le voulons.